Premièrement, ce projet de loi met en œuvre une augmentation de la surtaxe générale des particuliers, qui passera de 3 à 5 p. 100. Aussi, une surtaxe additionnelle de 3 p. 100 touchant les particuliers à revenu élevé s'appliquera à l'impôt fédéral sur le revenu dépassant 15 000 \$. Elle touchera les contribuables dont le revenu est supérieur à 70 000 \$ environ. Ces mesures seront appliquées progressivement d'ici à 1990. En 1989, la surtaxe de base des particuliers passera à 4 p. 100 et le taux de la surtaxe imposée aux particuliers à revenu élevé sera de 1,5 p. 100.

Le gouvernement a examiné l'assiette fiscale afin qu'aucun Canadien ne soit imposé de façon disproportionnée. En conséquence, ce projet de loi comporte des mesures visant à améliorer l'équité de l'assiette fiscale.

Plus particulièrement, le projet de loi prévoit l'imposition annuelle du revenu de placements couru. De cette façon, les contribuables qui investissent dans des contrats sur lesquels l'intérêt est payé annuellement et ceux qui choisissent d'investir dans des instruments à intérêt composé seront taxés de la même façon.

Des mesures sont également instaurées pour que les locataires déclarent leurs bénéfices de location à mesure. Ces mesures permettent au gouvernement de faire en sorte que l'industrie du crédit-bail assume sa juste part d'impôt et que le recours au crédit-bail comme mécanisme de financement après impôt diminue.

Ces nouvelles mesures limiteront les avantages fiscaux découlant de la location des biens, mais ne touchent pas les autres attributs souhaitables du crédit-bail. Elles permettront notamment à ceux qui louent des biens de réclamer une déduction pour amortissement, comme s'ils avaient acquis le bien directement.

[Traduction]

Lorsque nous étudions un autre ensemble de modifications à ce projet de loi, il faut se rappeler que le régime d'impôt sur le revenu des particuliers joue un rôle important dans la gestion des dépenses globales du gouvernement, en assurant l'imposition, à des taux progressifs, de la plupart des types d'aide que les particuliers reçoivent du gouvernement. Ainsi, tout changement important dans le régime d'imposition des particuliers est relié directement au maintien des programmes sociaux.

● (1410)

Le but des mesures sociales, comme nous le savons, est d'aider les indigents et non de subventionner les nantis. Tous les Canadiens âgés de plus de 65 ans ont droit à la pension de sécurité de la vieillesse, peu importe leurs besoins ou le niveau de leur revenu. Toutes les familles qui ont des enfants à charge de moins de 18 ans ont droit aux allocations familiales. Ces programmes seront maintenus.

Étant donné que ces programmes s'adressent à tous les Canadiens, sans égard à leurs moyens, ils sont, à mon avis, universels. Le fait que les Canadiens soient obligés de présenter une demande pour bénéficier de ces programmes et qu'ils soient assujettis à l'impôt sur le revenu n'a jamais été vu comme une dérogation au principe de l'universalité.

Les mesures prévues dans ce projet de loi respectent l'universalité de ces programmes. Elles ont été conçues en tenant compte du fait que les prestations sont déjà assujetties à

[Le sénateur Simard.]

l'impôt. Elles permettront de mieux diriger l'aide vers ses destinataires légitimes. D'ici trois ans, les prestations découlant de ces programmes deviendront remboursables au taux de 15 p. 100 du revenu net qui dépassera 50 000 \$. La limite supérieure sera d'environ 74 000 \$.

Ce que nous devons comprendre, comme tous les Canadiens d'ailleurs, c'est que cette disposition ne touchera pas la grande majorité des retraités ou des familles. Elle ne changera rien à la situation de ceux dont la seule ou la principale source de revenu est la pension de sécurité de la vieillesse. Moins de 2 p. 100 des prestataires rembourseront le plein montant des prestations. Alors que 14 p. 100 des familles qui reçoivent des allocations familiales seront touchées par cette mesure, moins de 10 p. 100 devront rembourser la totalité de leurs allocations.

Les gens qui seront visés par cette mesure méritent des félicitations pour avoir bien réussi dans la vie.

Je voudrais aussi répéter ce que le ministre des Finances a dit à quelques reprises, c'est-à-dire que le seuil, qui est déjà indexé selon les mêmes paramètres que d'autres éléments du régime fiscal, sera révisé périodiquement pour s'assurer qu'il est toujours au bon niveau. Il a souligné que les quelques révisions auxquelles le gouvernement a procédé depuis 1984 n'ont jamais entraîné de mesures défavorables pour les personnes touchées.

En améliorant la progressivité du régime, le gouvernement garantit la survie de ces programmes à l'intention des contribuables qui ont besoin d'aide. En préservant la viabilité de ces programmes sociaux, le projet de loi contribue largement à maintenir notre régime de sécurité sociale.

[Français]

En ce qui concerne les changements touchant l'impôt des sociétés, le projet de loi C-28 comporte également d'importants changements du régime de l'impôt des sociétés. Nous croyons important que toutes les grandes entreprises paient des impôts de manière à contribuer à la réduction du déficit. Par conséquent, depuis le 1^{er} juillet de cette année, un impôt s'applique aux grandes sociétés. Cet impôt, dont le taux est de 0,175 p. 100 du capital utilisé au Canada supérieur à 10 millions de dollars, assurera que toutes les grandes sociétés paient des impôts fédéraux et contribuent ainsi à la réduction de la dette nationale.

Nous nous attendons à ce que quelque 3,600 sociétés, qui représentent près de trois quarts de l'ensemble du capital utilisé par les sociétés au Canada, soient assujetties à cet impôt. Réunie aux modifications apportées à la surtaxe actuelle sur les sociétés, cette mesure devrait permettre d'obtenir des recettes additionnelles de 965 millions de dollars au cours de sa première année complète d'application.

Honorables sénateurs, ce projet de loi renferme également un certain nombre de mesures touchant les mécanismes de prêt de valeurs mobilières et de transfert de dividendes. Ces mesures visent à faciliter le fonctionnement efficace des marchés financiers canadiens, tout en éliminant la perte de recettes découlant de la conclusion de certains accords de transfert de dividendes pour des motifs fiscaux.

Les nouvelles règles assurent qu'un prêt de valeurs mobilières ne sera pas considéré comme une disposition de la valeur mobilière et, en conséquence, ne donnera pas lieu à des